Hollande dans son entretien avec la presse a indiqué la voie qu'il allait continuer à suivre en matière d'organisation territoriale.
Fin de l égalité républicaine , mise en concurrence des territoires, collectivités soumises à l'austérité, décisions autoritaires et antidémocratiques.

Qu'a t-il annoncé ?
D'abord que les métropoles , grands ensembles intercommunaux , champions qualifiés pour la grande compétition internationale, fondés sur la captation des richesses à leur profit et au détriment bien sûr du reste du territoire et des citoyens qui y vivent.

Ceux qui s'attendaient, peut-être, à ce qu'il annonce que les élections municipales devaient être le moment de débattre de l'organisation intercommunale, de ses contours et projets , à défaut d'y élire les représentants du peuple, ont été fort déçus !
On connaissait le cas lyonnais, parisien, lillois, marseillais. Désormais dans la loi, c'est 13 métropoles qui sont créés sans qu'en quoi que ce soit, les citoyens aient voix au chapitre.
Nous ne sommes pas opposés à l'intercommunalité mais nous affirmons que pour qu'elle serve l'intérêt général, elles doivent être fondées sur des périmètres de solidarité et des projets partagés . Nous osons dire aussi que les citoyens doivent choisir leurs représentants, éclairés par des projets contradictoires. Il n'y a pas de démocratie, encore moins de République sans contrôle démocratique.
Mais comme cela n'était pas suffisant et que le modèle lyonnais fait des émules, ces métropoles pourront même "fusionner/ absorber" les départements ou un bout de ceux-ci. Hors de celles-ci point de salut !
Il faut y organiser "attractivité et localisation d'investissements" dit-il. Les connaisseurs reconnaîtront la logique du soutien à l'offre si chère aux solferiniens.
On pourrait en effet croire alors que la vie y sera plus facile sauf que localiser des investissements ne veut pas dire que les richesses créées sont ensuite réparties. Les statistiques le prouvent et le résultat de la politique de Hollande aussi, non ?
Donc c'est l'abandon de toute une partie du peuple qui s'organise.

Et si les élus locaux qui ne sont pas tous des barons refusaient ? Pas de problème. À toute difficulté, hollande a des solutions ! Pas de dotations. Elles pourront "varier en fonction des efforts de chacun". Non seulement elles sont en baisse (-3,5 milliards en 2014 et 2015) mais plus encore se sont les bons élèves qui seront récompensés. C'est donc le règne de l'arbitraire. Et la confirmation que pour financer la "baisse des charges qui pèsent tant sur le travail", il faut réduire la dépense publique, celle qui est nécessaire pour les services publics, propriété de ceux qui n'ont rien, pour construire du logement accessible, celle qui est créatrice d

activités d'intérêt général et donc d'emploi.
Mais c'est pas fini ! Les propos concernant le mille-feuilles, la complexité des niveaux territoriaux et de décision, la clarification des compétences sont démagogiques. Quelle clarification quand d'un bout à l'autre du territoire, les compétences ne seront pas les mêmes, quand c'est des instances de troisième degré comme les conférences territoriales d'action publique qui en donneront le cadre. Quand c'est la conférence des maires et des présidents qui décidera de tout sur le dos des conseils démocratiquement élus et des citoyens.
Bien au contraire personne n'y comprendra plus rien.

Plus encore, y compris parce qu'il fallait rassurer les barons socialistes, présidents de région, leur ont été attribués des pouvoirs législatifs ou tout au moins la possibilité d'adopter la loi. C'est donc la fin assumée de la République française fondée sur l'égalité de traitement. Et d'ailleurs quelle sera la nature de cette adaptation ? Quelle loi serait bonne en Bretagne et mauvaise en Lorraine ? Dans le contexte de séduction à l'égard du medef, que pouvons nous en penser quand les régions traitent de formation professionnelle, de prise en compte des non-indemnisés par pôle emploi. Quand on sait aussi que les présidents de région financent allègrement l'enseignement privé et aimeraient s'affranchir des règles en la matière.
C'est dans ce contexte que la proposition, le coup de force en fait, de fusionner la région IDF et les départements de la "petite couronne" . Gadget ? Pas seulement ! Outre l'affaiblissement de la gauche non socialiste, l'enjeu est d'orienter les crédits publics vers la croissance aveugle, productiviste voulue par le gouvernement et ce au détriment en particulier des politiques sociales menées par les conseils généraux.
Enfin un petit rappel de la grande Histoire, lorsque les révolutionnaires abolissent les privilèges la nuit du 4 août, ils créent en même temps les départements. Ils voulaient par là se doter d'un outil qui permettait concrètement de mettre en œuvre l'égalité de traitement, condition indispensable de la République, la journée de déplacement à cheval en étant la mesure.
Leur suppression aujourd'hui révèle d'autant plus le sens de ce que nous devons faire, résolument et de toutes nos forces, organiser l'opposition de gauche !